

Arrêté N° 2026 01011 VDM

SDI 18/231 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ N°2023 01671 VDM
6 BOULEVARD LOUIS FRANGIN - 13005 MARSEILLE

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2131-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R556-1 du Code de justice administrative,

Vu l'arrêté n° 2023_01497_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de péril imminent n° 2018_03428_VDM, signé en date du 18 décembre 2018, qui demande l'installation d'un périmètre de sécurité et interdit pour raison de sécurité l'occupation de l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin – 13005 MARSEILLE 5EME,

Vu l'arrêté de péril imminent modificatif n° 2020_02739_VDM, signé en date du 19 novembre 2020, qui permet de retirer le périmètre de sécurité,

Vu l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_00530_VDM, signé en date du 22 février 2023, prescrivant des mesures définitives permettant de mettre fin à tout danger sous un délai de 6 mois dans l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin -13005 MARSEILLE 5EME,

Vu l'arrêté n° 2023_01671_VDM, portant modification de l'arrêté de mise en sécurité et signé en date du 2 juin 2023, qui prend acte de la vente à la société 3F Sud de l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin -13005 MARSEILLE 5EME,

Vu l'attestation établie le 19 mars 2026 par le bureau d'études techniques AXIOLIS, représenté par

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 23 mars 2026, constatant la réalisation des travaux définitifs mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin - 13005 MARSEILLE 5EME,

Considérant que l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin - 13005 MARSEILLE 5EME, parcelle cadastrée section 822B, numéro 0012, quartier Saint-Pierre, pour une contenance cadastrale de 1 are et 48 centiares, appartient à la société [REDACTED]

Considérant que les travaux de second œuvre sont en cours de réalisation et qu'il est rappelé au propriétaire qu'avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur,

Considérant qu'il ressort de l'attestation du bureau d'études techniques [REDACTED] que les travaux de réparation définitive ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin -13005 MARSEILLE 5EME,

Considérant que la visite des services municipaux en date du 17 mars 2026 a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

ARRÊTONS

Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitive, attestée le 19 mars 2026 par [REDACTED]

[REDACTED] parcelle cadastrée section 822B, numéro 0012, quartier Saint-Pierre, pour une contenance cadastrale de 1 are et 48 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à la société [REDACTED]

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité n° 2023_00530_VDM, signé en date du 22 février 2023, est prononcée et met fin à l'ensemble des arrêtés liés à ladite procédure.

Article 2

L'accès à l'immeuble sis 6 boulevard Louis Frangin - 13005 MARSEILLE 5EME est de nouveau autorisé.

Les fluides de cet immeuble autorisé peuvent être rétablis.

Article 3

À compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification ou l'affichage du présent arrêté.

À compter de la notification du présent arrêté, la levée de l'interdiction d'habiter et d'occuper les lieux est également prononcée. Il est rappelé qu'**avant toute nouvelle occupation, remise à disposition ou remise en location des locaux d'habitation, il devra être procédé à la réalisation préalable des travaux d'habitabilité** rendus nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au propriétaire de l'immeuble tel que mentionné dans l'article 1 du présent arrêté. Celui-ci le transmettra aux ayants droit éventuels, **ainsi qu'aux occupants.**

Article 5

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon des Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 7

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site **www.telerecours.fr**.

Patrick AMICO

Monsieur l'Adjoint en charge de la
politique du logement et de la lutte contre
l'habitat indigne

Signé le :

Signé électroniquement par : Patrick AMICO

Date de signature : 25/03/2026

Qualité : Patrick AMICO

